

Réforme des retraites

NE LES LAISSONS PAS FAIRE

Le gouvernement est de plus en plus en difficulté pour légitimer son projet de réforme des retraites largement rejeté par la majorité de la population et des organisations syndicales. Il est critiqué sur sa forme comme sur son contenu, notamment par le Conseil d'Etat.

Malgré les rassemblements qui ont vu des millions de citoyens à travers tout le territoire descendre dans la rue, le président Macron et son Premier ministre veulent passer en force et font fi des mobilisations citoyennes qui ont commencé il y a maintenant deux mois.

Le gouvernement a tout tenté pour convaincre les Français, même à mentir de manière éhontée sur les conséquences de cette réforme !

Déterminée, la CGT réaffirme que le système actuel de retraite est un bon système, sans doute l'un des meilleurs au monde. Pour autant, il doit être amélioré avec l'ambition de proposer une meilleure retraite solidaire pour toutes et tous avec un financement adapté aux besoins. Il doit prendre en compte les transformations du salariat, du travail et les pénibilités.

La CGT, toujours à l'offensive, est force de propositions pour amener des solutions de financement et les mettre largement en débat dans toute la société. Elle les présentera au gouvernement le 18 février prochain lors de la première réunion de la « Conférence de financement ».

L'intersyndicale souhaite également organiser avec d'autres, partout des « Contre conférences », pour débattre largement et publiquement des solutions et propositions envisageables pour un projet sérieux d'amélioration des régimes de retraite. Elles seront ouvertes à toutes et tous, pour sortir le débat du carcan que tentent d'imposer le gouvernement et le MEDEF.

Le débat est âpre dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale et la majorité en place, dont les dissensions de député-e-s se font d'ailleurs sentir dans ses rangs, n'est pas à l'aise avec le projet de loi, tant il est illisible, incomplet et régressif pour les citoyennes et les citoyens.

La commission spéciale retraites à l'Assemblée a stoppé ses travaux faute de temps car l'objectif imposé par le gouvernement est de tenir les délais. Le projet de loi arrivera brut de décoffrage le 17 février à l'Assemblée.

Par ailleurs, il a été confirmé que le point de retraite ne serait pas indexé sur les salaires mais sur un futur indice à définir contrairement à l'engagement du premier ministre. Un mensonge de plus !

L'intersyndicale nationale va poursuivre ses initiatives régulières pour proposer aux travailleurs et aux retraités de se mobiliser encore plus nombreux dans la lutte, dans la durée, des temps forts de grève et jusqu'au retrait.

Paris, le 12 février 2020

La CGT appelle les salariés à se mobiliser largement pour la prochaine journée d'action du 20 février 2020.